



Fédération SUD Éducation

31 rue de la Grange aux Belles 75010 PARIS

Tél. : 01 58 39 30 12 / fede@sudeducation.org

www.sudeducation.org

Union
syndicale
Solidaires

22 mars 2019

Déclaration liminaire pour le Conseil Supérieur de l'Éducation du 21-22 mars (Lycée Professionnel)

Cette séance du CSE est consacrée pour une grande part aux programmes de seconde et première professionnelles.

Dans ce cadre, le ministère s'est vanté d'avoir consulté les personnels. Toutefois, aujourd'hui, alors même que nous serons amené-e-s à nous prononcer sur des textes régissant l'enseignement sur deux niveaux, vous n'avez pas été en capacité de publier les résultats de cette consultation. Cette désinvolture ministérielle relève d'un profond mépris à l'égard des personnels, et rend manifeste une communication qui ne procède que par effets d'affichages.

Pourtant, ces programmes sont lourds d'implications idéologiques. Le programme de français dans son objet d'étude sur l'information ne propose aucune mise en perspective objective des conditions de sa production, alors que la presse de ce pays est détenue par de grands groupes capitalistiques. De même, ces nouveaux programmes marquent la fin de tout ce qui pouvait inscrire la littérature dans un contexte historique ou un courant émancipateur : les Lumières disparaissent du champ d'étude.

Le programme d'Histoire Géographie est révélateur de la sélection sociale mise en œuvre par le MEN, et d'une coloration idéologique que nous ne soutiendrons pas. Par exemple en CAP, la France est le seul objet d'étude, et le seul horizon alors que le Bac pro est centré sur le monde. Les disparitions dans les références à l'histoire sociale et aux acquis du mouvement ouvrier dans ces programmes, montrent clairement la portée idéologique de ces programmes: les travailleurs sont des sujets sans droits sociaux ainsi en est-il de la disparition de la date de 1864 et l'acquisition du droit de grève, et de la création de la sécurité sociale en 1945. Nous avons bien compris la logique de destructions des conquêtes sociales de la classe ouvrière voulue par ce gouvernement.

Pour l'EMC nous réaffirmons que ce n'est pas à l'école de produire de la "morale".

Les libertés ne sont envisagées par les programmes que sous le prisme libéral. La citoyenneté n'est pas envisagée comme l'exercice de droits sociaux.

Sur la question de la laïcité, le cynisme du gouvernement ne semble pas avoir de limite, ce dernier prône l'enseignement de la laïcité à l'école à coup de chartes alors que la loi Blanquer va financer le privé confessionnel à hauteur de dizaines de millions d'euros.

Il manque selon nous, une discussion sérieuse sur la ségrégation scolaire qui amènerait il est vrai sans doute les élèves à dénoncer parcourcup comme il l'ont fait de nouveau dans la rue au mois de décembre.

En éco-gestion, éco-droit et PSE, les programmes sont extrêmement libéraux. On note une absence d'interrogation de la notion de croissance ou de PIB. Il y est fait la publicité des dispositifs du gouvernement (notamment sur le "droit à la formation"). On note également l'absence de la notion de fonctionnaire, alors que l'État, le secteur hospitalier public et les collectivités sont parmi les plus gros employeurs du pays. Et pour parachever ce tableau, aucune formation en droit social.

En langues, le programme est risible, dans l'incantation alors que les effectifs sont en hausse.

Dans les programmes de Maths-sciences, il n'y a aucune remédiation prévue dans les programmes alors que les élèves sont en difficulté en fin de 3e

Enfin, se pose de façon très forte la question des moyens, notamment sur l'injonction du numérique partout qui va renforcer la concurrence entre les disciplines et mettre les collègues en difficultés, de même, les préconisations d'expériences culturelles si elles sont positives sur le papier sont complètement déconnectées de la réalité quand les budgets diminuent. Le ministère veut faire reposer sur les personnels dans les établissements le poids de la mise en œuvre de sa réforme de la voie professionnelle qui est insuffisamment réfléchie, ou plutôt dont la seule boussole est celle d'économie budgétaire. Les moyens horaires sont clairement insuffisants pour permettre la réussite des élèves et leur offrir des conditions d'études dignes de ce nom. Comment mettre en place ce qui est contenu dans les programmes alors que les horaires sont en baisse? et que les DHG reçues dans les établissements sont insuffisantes? Le ministère nous montre une nouvelle fois son cynisme en mettant l'accent sur la pratique de l'oral, en classe entière parfois jusqu'à 30 élèves: vous y croyez vraiment ?

Ces programmes pas plus que le projet de lycée professionnel de ce ministère ne sont acceptables.

Ils s'inscrivent dans la continuité du projet d'école libérale et réactionnaire de ce gouvernement.

Les personnels ne s'y trompent pas. C'est pourquoi de la maternelle à l'université, ils et elles se mobilisent depuis plusieurs mois contre parcourcup, les réformes du baccalauréat et du lycée général et professionnels, la loi bien mal nommée "pour une école de la confiance".

Mardi 19 mars ils et elles étaient nombreux en grève dans la rue. Cette mobilisation du 19 mars a été un succès, les personnels de l'éducation nationale ne désarment pas, la reconduction de la grève a été votée dans de nombreuses assemblées générales, la Fédération SUD éducation et l'Union syndicale Solidaires appellent l'ensemble des personnels de l'éducation nationale, de la fonction publique et du secteur privé à amplifier la mobilisation amorcée, et à ne pas céder face aux menaces du ministère. Dans les jours et les semaines qui viennent à nous de construire le rapport de force pour obtenir l'abrogation des contre-réformes menées depuis un an et demi par ce gouvernement.